COALITION POUR LES DROITS HUMAINS DANS LE DÉVELOPPEMENT

RAPPORT D'INCIDENCES DE L'ANNÉE 2016

## *Retour sur l'année 2016 avec un regard sur ce qui nous attend*

*2016 a été une année de croissance pour la Coalition et le mouvement. Nous avons contribué au changement du débat autour du financement du développement, en montrant que les droits humains ne peuvent plus être ignorés. Nous avons guidé de nouvelles circonscriptions dans ce combat, avons évité une érosion de certaines normes tout en en renforçant d'autres, et avons oeuvré à la prévention des violations des droits humains.*

*Alors que 2017 commence, nous sommes confrontés à des défis encore plus considérables. Nos membres et partenaires dans le monde entier assistent à une baisse rapide des protections sociales et environnementales. Les communautés marginalisées sont menacées, alors que de nombreux gouvernements portent atteinte aux droits humains. Pendant ce temps, les investisseurs font pression pour obtenir une implication du secteur privé dans le développement de plus en plus importante et une croissance supérieure et plus rapide en termes d'infrastructures, d'énergie et d'extractions.*

*Ce nouveau monde étrange n'est pas né hier - il s'est peu à peu construit au*

*Suite à la p. 5*

# Partenariat avec les Communautés pour Défendre les Droits Humains

Les communautés devraient tenir les rênes des processus de développement et projets qui leur nuiront. Trop souvent, les gens sont écartés des décisions liées au développement et sont mis au courant de ces plans liés au développement seulement à l'arrivée des bulldozers. In 2016, la coalition a lancé des partenariats d'action communautaire pour lutter contre ça. Ces partenariats mettent les combats des communautés en lien avec des ressources stratégiques et à un soutien pour l'organisation de campagnes, et rassemblent l'expertise de la communauté pour façonner nos stratégies et travail sur la politique. En 2016, nous avons forgé des partenariats avec des communautés au Kenya, Nigéria, Bangladesh, Sénégal et Malawi, et avons commencé à travailler avec des communautés au Cameroun et en République démocratique du Congo.

En Avril 2016, Citizens For Justice Malawi, en partenariat avec International Accountability Project et avec le soutien de la Coalition, ont oeuvré, au travers du Système d'alerte précoce à l'information des communautés de l'ouest du Malawi concernant un projet hydraulique planifié de 71 millions de dollars devant être financé par la Banque Mondiale. La construction du barrage polyvalent de Diamphwe (Diamphwe Multipurpose Dam) et les infrastructures qui y sont associées devraient affecter 6015 personnes. Par le biais de la recherche participative, Citizens for Justice a travaillé avec les communautés pour documenter le manque d'accès aux informations et à une véritable consultation ainsi que de nombreuses failles dans le projet de programme de réinstallation proposé. Suite à un engagement continu avec les responsables de la banque, les communautés sont parvenues à repousser les délais établis pour l'étude du projet, garantissant plus de temps pour que leurs préoccupations soient entendues et pour que le programme de réinstallation soit ré-examiné.

*Suite à la p. 5*

# Renforcer les Politiques de Sauvegarde de la Banque Mondiale

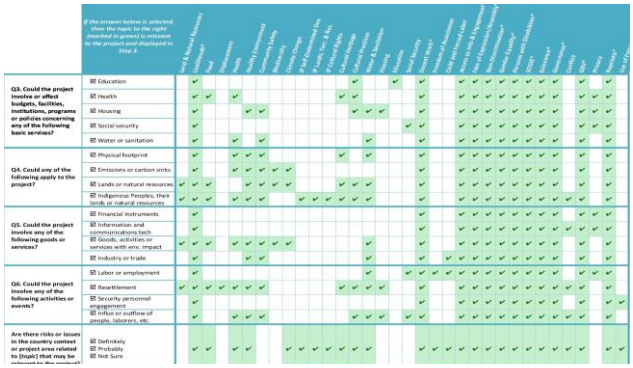
En août, la Banque mondiale a conclus un processus de quatre ans visant à réformer ses politiques de sauvegarde sociales et environnementales - les politiques conçues pour assurer que les activités de développement financées par la banque ne soient pas nuisibles aux communautés ou à l'environnement. Alors que nous espérions que cet examen serait l'opportunité de renforcer ces politiques de sauvegarde, nous avons finalement dû nous livrer à une longue bataille pour éviter leur démantèlement. Les membres de la Coalition venant du monde entier se sont livrés à des consultations, ont développé des analyses et des études de cas, et ont mené un plaidoyer auprès des représentants du gouvernement et de l'équipe et les directeurs de la banque mondiale.

En travaillant avec des alliés, nous avons pu contrecarrer certaines des propositions les plus nuisibles, dont une disposition qui aurait permis aux pays de "ne pas adhérer" à la mise en oeuvre de la protection accordée aux peuples autochtones. Nous avons pu assurer des améliorations importantes, dont une couverture plus vaste des impacts sociaux, de nouvelles dispositions pour éviter la discrimination, et une terminologie sur la prévention des représailles. Mais, alors que la portée de ce nouveau Cadre environnemental et social a été étendue, son efficacité générale a été compromise. Le nouveau cadre passe d'un système axé sur la conformité avec des exigences et des délais de planification et de signalement clairs à un cadre plus flexible de "gestion adaptative". Dans plusieurs domaines, les exigences fondamentales pour le contrôle bancaire et la diligence raisonnable ont été éliminées, et la responsabilité relative à plusieurs aspects de l'évaluation, du signalement, et de la surveillance est passée de la banque à l'emprunteur. Ce changement présente de véritables risques pour les communautés affectées et constitue un grave défi pour la mise en oeuvre.

La banque travaille maintenant au développement des directives et procédures qui aideront à mettre en place le nouveau cadre politique. En 2017, nous oeuvrerons afin d'influencer le développement de notes explicatives et d'outils de mise en oeuvre pour combler certaines lacunes dans les politiques et renforcer leur mise en oeuvre.

# Promotion de la Diligence Raisonnable en Matière de Droits

Les projets de développement ne devraient pas avoir d'effets néfastes sur les droits humains. Mais lorsque les gouvernements et les banques évaluent le risque d'une activité de développement particulière, ils n'anticipent souvent pas complètement l'impact de ce projet sur la vie des personnes. Le cadre des droits humains peut fournir un outil indispensable pour aider les professionnels à identifier la série d'impacts potentiels d'une proposition de développement et évaluer quels impacts sont acceptables ou pas. Avec l'adoption des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme, le concept d'obligation des investisseurs à entreprendre une diligence raisonnable afin de garantir que leurs activités ne causent pas ou ne contribuent pas à des violations des droits humains et à assurer un recours pour les dommages causés, a pris un élan considérable. Au cours de cette dernière année, l'OCDE a développé de nouvelles directives pour les agences de crédit à l'exportation concernant la diligence raisonnable en matière de




droits humains, alors que plusieurs pays et experts financiers du développements ont adoptés des engagements sur la diligence raisonnable en matière de droits de droits humains.

Cependant, faire réellement appliquer ces engagements

*Suite à la p. 3*

# Première Année de la NDB

En 2016, la New Development Bank (NDB) créée par les pays BRICs (Brésil, Russie, Indie, Chine et Afrique du sud) a célébré sa première année d'activité. La banque, dont l'objectif est de financer des projets d'infrastructures et de développement durable dans les économies à marchés émergents et dans les pays en développement, a lancé son premier lot de projets, développé et publié une politique sociale et environnementale, et tenu sa première réunion annuelle. Même si sa première année d'activité a montré certains aspects positifs, dont une attention initiale sur les projets énergétiques de faible ampleur, les groupes de la société civile ont exprimé leur profonde préoccupation quant au respect par la NDB de son mandat en matière de durabilité. Il existe particulièrement de sérieuses préoccupations concernant le manque de transparence ou d'engagement de la NDB vis à vis de la société civile et le manque de politiques de sauvegarde et de processus de gestion sociaux et environnementaux.

Le groupe de travail sur les BRICs de la Coalition a travaillé toute l'année à la surveillance de l'évolution de la NDB et à l'organisation d'actions de plaidoyer auprès des gouvernements des pays BRICs et des représentants de la banque. Par le biais d'engagement stratégiques à São Paulo, Shanghai, Delhi, Washington, et Goa, les membres du groupe de travail ont insisté sur plusieurs demandes fondamentales, à savoir la création par la banque de critères de durabilité, la mise en place de processus pour un engagement solide auprès des communautés affectées et de la société civile au niveau du projet et des politiques, et le développement d'un cadre politique robuste conforme aux normes internationales et qui reflète la meilleure pratique. Suite aux intentions de la banque d'augmenter les prêts, de s'étendre aux pays hors du BRIC et dans le secteur privé, nous travaillerons en 2017 à la création de bases plus solides concernant la responsabilité dans les pays membres de la NDB afin d'insister sur l'examen du cadre politique social et environnemental de la banque, de façonner la stratégie des institutions, et d'influencer la sélection et la mise en oeuvre du projet.

La Diligence Raisonnable, *suite de la p. 2*

envers les politiques reste un lourd défi. La Coalition a développé des outils pour montrer aux gouvernements et aux banques de développement comment incorporer les droits humains dans leur système de gestion des risques sociaux et environnementaux. Cette année, en plus de renforcer les dispositions concernant l'évaluation des impacts sociaux dans les nouvelles politiques de sauvegarde de la Banque mondiale, nous avons assuré des progrès dans les procédures relatives à la diligence raisonnable de la US Overseas Private Investment Corporation (OPIC) tout en initiant des discussions avec beaucoup d'autres experts financiers du développement. Au début de l'année 2017, nous prévoyons de finaliser notre outil d'analyse en ligne des risques liés aux droits humains et de lancer une série d'ateliers auprès d'institutions de financement du développement dans le monde.

## Mise en Avant des Membres

FOLLOW THE MONEY TO JUSTICE

En 2016, le membre de la Coalition Inclusive Development International a lancé l'initiative Follow the Money to Justice - un nouvel outil pour combattre l'accaparement des terres et d'autres abus commis par les entreprises. Derrière de nombreux projets d'investissement néfastes repose un réseau d'acteurs, dont des entreprises locales et transnationales ainsi que leurs filiales, des investisseurs d'actions ou créanciers, dont les banques de développement, des traders en matière première, des producteurs et des distributeurs. Plusieurs de ces acteurs peuvent être exploités par le biais de plaidoyers ou de campagnes, pour qu'ils usent de leur influence pour assurer le respect des droits humains et la réparation des violations. Mais ces chaînes d'investissement sont presque toujours invisibles pour les communautés affectées.

À la demande de défenseurs locaux, IDI détermine des acteurs fondamentaux et des points de pression accompagnés d'une chaîne d'investissement de projets donnée afin de présenter de nouvelles opportunités de plaidoyer utilisables par les communautés pour défendre leurs droits humains et l'environnement. IDI a aussi créé une ressource en ligne, www.followingthemoney.org, qui contient un guide séquentiel pour promouvoir la façon de mener des recherches et des analyses sur les chaînes d'investissement et la façon d'élaborer des stratégies efficaces de plaidoyer.

# Protéger les Défenseurs des Droits Humains

Les attaques visant les individus et les communautés, qui dénoncent les activités de développement néfastes augmentent. Dans un rapport de 2016, Michel Forst, le rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des défenseurs des droits humains a mis en garde contre "l'évolution inquiétante que constitue l'accroissement de la violence, de l'intimidation, du harcèlement et de la diabolisation auxquels font face les personnes et les groupes courageux qui s'efforcent de défendre et de promouvoir les droits environnementaux et fonciers." Selon le groupe de vigilance Global Witness, plus de trois défenseurs des droits environnementaux sont tués chaque année. La plupart de ceux qui sont menacés s'opposent à l'accaparement des terres, les industries extractives, et d'autres projets de développement à grande échelle. Dans le monde, l'espace accordé à la société civile pour participer à ou soulever des préoccupations concernant les processus de développement diminue alors que les gouvernements criminalisent la dissidence et font passer des lois restreignant la capacité de fonctionnement des organisations de la société civile.

Pour répondre à cette crise croissante, en 2016, la Coalition a lancé une campagne mondiale pour faire pression sur les experts du financement du développement afin d'obtenir le respect des droits humains, la promotion d'un environnement favorable au développement participatif, et la protection des défenseurs des droits environnementaux et humains. Les membres de la Coalition et les alliés ont mené un plaidoyer auprès des banques multilatérales de développement et ont eu recours à des communications stratégiques pour insister sur les recommandations de la campagne et amplifier les voix des défenseurs.

Suite au meurtre tragique du leader autochtone Berta Cáceres, les membres de la coalition se sont joints aux mouvements sociaux du Honduras pour faire pression sur la banque hollandaise de développement FMO, l'expert financier finlandais du développement FinnFund, et la Banque Centraméricaine d'Intégration Économique (BCAIE) afin qu'ils retirent leur financement d'Agua Zarca, et qu'ils suspendent leurs financements au Honduras pour d'autres projets portant atteinte aux droits humains, et d'utiliser leur influence pour faire pression et demander justice pour le meurtre de Cáceres. FMO, FinnFund, et BCAIE ont suspendu leur financement, et FMO et FinnFund se sont engagés à se rétracter. La Coalition et d'autres groupes ont fait pression sur FMO pour qu'elle développe des mécanismes pour protéger les défenseurs des droits humains. Même s'il reste beaucoup à faire, en janvier FMO a adopté un énoncé de politique "reconnaissant le besoin de protéger les voix dissidentes." Les membres de la Coalition ont aussi réussi à faire pression sur les mécanismes de redevabilité indépendants de la Banque mondiale, de la Société financière internationale et de la Banque interaméricaine de développement pour développer des protocoles afin d'assurer que les individus et les communautés qui portent plainte contre des projets de développement soient protégés contre des représailles.

En 2017, nous oeuvrerons au renforcement de la capacité de groupes de la société civile pour protéger les défenseurs dans les processus du développement. Nous étendrons notre sensibilisation de d'agences bilatérales et de banques de développement pour améliorer les pratiques et politiques, et rassemblerons plusieurs cas dans un recueil pour illustrer le lien entre les défenseurs des droits humains et le financement du développement, ainsi que des stratégies efficaces de protection.

## Financement du Développement et Baisse des Protections Sociales et Environnementales

Assurez-vous de consulter nos affiches infographiques expliquant le lien entre le financement du développement et la baisse des protections sociales et environnementales dans le monde entier. Vous pouvez aussi les trouver ainsi que d'autres outils dans notre bibliothèque de ressources en ligne.

# Faire Pousser nos Branches et Renforcer nos Racines

En 2016 l'ensemble des membres de la Coalition s'est agrandi pour atteindre 70 membres dans le monde entier. Nous avons agrandi notre secrétariat international pour inclure Fundación para el Desarrollo de Políticas Sustentables (FUNDEPS) en Argentine, représentée par Gonzalo Rosa, et International Accountability Project à Washington DC, représenté par Ann Perreras. En 2017, la Coalition agrandira le secrétariat pour inclure une nouvelle région voire plus.

En septembre, nous sommes passés aux services d'un sponsor fiscal indépendant - Social and Environmental Entrepreneurs, à Calabasas, en Californie. Nous souhaitons remercier infiniment le Center for International Environmental Law qui a été notre sponsor fiscal au cours de notre période de lancement. Nous sommes reconnaissants également du travail des membres de 2016 sortants de notre comité de pilotage: Vladimir Cuk avec International Disability Alliance, Melania Chiponda avec Chiadzwa Community Development Trust, et Emmanuel Saffa Abdulai de Society for Democratic Initiatives.

Membres du comité de pilotage de l'année 2017:

Prabindra Shakya, Asia Indigenous Peoples Pact; Pía Marchegiani, Fundación Ambiente y Recursos Naturales; Ryan Schlief, International Accountability Project; Manana Kochladze, CEE Bankwatch; Jessica Evans, Human Rights Watch; Carla Garcia Zendejas, Center for International Environmental Law; Ramesh Sharma, Ekta Parishad; Rayyan Hassan, NGO Forum on ADB; Aly Sagne, Lumiere Synergie pour le Développement/LSD; Mariana González Armijo, Fundar Centro de Analysis; Juana Kweitel/Caio Borges, Conectas Direitos Humanos.

Retour sur l'année 2016, *suite de la p.1*

*fil du temps. Les récents bouleversements politiques dans des pays comme le Brésil et les États-Unis et l'évolution constante de la carte des puissances géopolitiques nous amènera à devoir modifier notre façon de travailler. Mais ils confirment aussi l'évaluation stratégique de base ayant influencé la création de la Coalition elle-même– que pour changer le modèle de développement il nous faut un front uni qui franchisse les limites géographiques et thématiques, qui soit implanté dans les pays du sud, et qui puisse influencer la redevabilité par le biais de moyens divers afin de responsabiliser les experts du financement, les gouvernements et les entreprises. Nous continuerons à utiliser les institutions et les gouvernements à chaque fois que cela est stratégique, mais nous savons que le vrai pouvoir incombe aux communautés et mouvements sociaux. Nous devons soutenir et bâtir cette puissance du peuple. Le combat pour les droits humains dans le développement ne sera pas facile en 2017, mais il est aujourd'hui plus crucial que jamais.*

*En toute solidarité,*
*Gretchen Gordon, Coordinatrice*

Partenariat avec les Communautés, *suite de la p. 1*

Les communautés autochtones de la région de Chittagong Hill Tracts du Bangladesh se sont inquiétées lorsqu'elles ont appris l'existence d'un projet financé par la Banque mondiale pour le développement d'une route et d'un port sur leur territoire. Malgré les graves risques potentiels liés à leurs droits à la terre, aux ressources forestières et à la cohésion sociale, les peuples autochtones n'ont pas été informés du projet et leur direction n'a pas été consultée. Avec le soutien de la Coalition, par le biais de Asia Indigenous Peoples Pact (AIPP) des organisations locales de peuples autochtones ont organisé des consultations communautaires et ont mené leur propre évaluation des impacts du projet proposé. Suite à une plainte déposée par les communautés auprès du panel d'inspection de la Banque mondiale et une campagne de mobilisation auprès de la direction de la banque, cette dernière a annoncé en octobre son désaveu de l'étude de viabilité et l'annulation de futurs financements.

En 2017, la Coalition a prévu de continuer de renforcer ces liens actuels tout en développant 10 à 12 nouveaux partenariats. Vous pouvez vous informer sur tous nos partenariats ici.